

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG58/1

13 mai 1998

(98-1906)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE ET LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE

Le texte de l'Accord de libre-échange est reproduit dans le présent document.¹

PRÉAMBULE

La République de Turquie (ci-après dénommée "la Turquie") et la *République de Hongrie* (ci-après dénommée "la Hongrie");

Rappelant leur intention de prendre une part active au processus d'intégration économique, qui constitue un facteur important pour la stabilité du continent européen et se déclarant prêtes à collaborer à la recherche des voies et des moyens propices à l'accélération de ce processus,

Compte tenu de l'accord instituant une association entre la Turquie et la Communauté économique européenne et de l'accord européen instituant une association entre les Communautés européennes et la Hongrie;

Compte tenu des enseignements tirés de la coopération établie entre les Parties au présent accord (ci-après dénommées "les Parties") ainsi qu'entre lesdites Parties et leurs principaux partenaires commerciaux;

Manifestant leur vif désir de prendre des mesures en vue de promouvoir le développement harmonieux de leurs échanges commerciaux et d'accroître et de diversifier leur coopération mutuelle dans des domaines d'intérêt commun, y compris dans des domaines non couverts par le présent accord, créant ainsi un cadre et un milieu stimulants fondés sur l'égalité de traitement, la non-discrimination et l'équilibre des droits et des obligations;

Rappelant l'intérêt qu'elles portent à la consolidation permanente du système commercial multilatéral et eu égard à leur qualité de parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et de Membres de l'OMC, dont les clauses et les instruments constituent l'un des fondements de leur politique de commerce extérieur;

Résolues à prendre à cette fin des dispositions visant l'abolition progressive des obstacles à leurs échanges mutuels conformément aux prescriptions de ces instruments, notamment à celles qui visent la création de zones de libre-échange;

¹ Les annexes et les protocoles qui accompagnent l'Accord ont été communiqués au Secrétariat où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 3006).

Considérant leur attachement au libre-échange et en particulier leur respect des droits et des obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

Sont convenues, pour atteindre ces objectifs, de conclure l'Accord ci-après.

Article premier

Objectifs

1. Les Parties établissent progressivement, au cours d'une période transitoire qui s'achèvera au plus tard le 1^{er} janvier 2001, une zone de libre-échange conformément aux dispositions du présent Accord et à celles du GATT de 1994 et de l'OMC.
2. Les objectifs du présent accord sont les suivants:
 - a) promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre les Parties;
 - b) assurer des conditions de concurrence équitables pour les échanges entre les Parties;
 - c) contribuer, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial;
 - d) promouvoir la coopération entre les Parties.

Article 2

Droits de base

1. Aux fins des échanges commerciaux visés par le présent accord, le tarif douanier de la Hongrie s'applique à la classification des produits destinés à l'importation en Hongrie; le tarif douanier de la Turquie s'applique à la classification des produits destinés à l'importation en Turquie.
2. Le droit de base sur lequel les réductions successives prévues dans le présent accord doivent être opérées est:
 - pour les produits originaires de Hongrie, le droit NPF applicable *erga omnes* en Turquie, à la date de l'entrée en vigueur du présent accord;
 - pour les produits originaires de Turquie, le droit NPF applicable en Hongrie le 29 février 1992.
3. Si, après l'entrée en vigueur du présent accord, une réduction tarifaire est appliquée *erga omnes*, en particulier une réduction résultant de l'accord tarifaire conclu à la suite du Cycle d'Uruguay et de l'institution d'une union douanière entre la Turquie et les Communautés européennes, ce droit réduit remplace le droit de base visé au paragraphe 2 à compter de la date à laquelle cette réduction est appliquée.

CHAPITRE I

Produits industriels

Article 3

Champ d'application

1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, à l'exception des produits énumérés à l'annexe I.
2. Les dispositions des articles 5 à 7 inclus ne s'appliquent pas aux produits textiles et les dispositions des articles 4 à 7 inclus ne s'appliquent pas aux produits couverts par le Traité instituant la CECA ainsi qu'il est indiqué respectivement aux articles 8 et 9.

Article 4

Droits de douane à l'importation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ou nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent accord. Les Parties suppriment toutes les taxes ayant un effet équivalent à des droits de douane à l'importation applicables entre elles.
2. Les droits de douane applicables aux produits originaires de Turquie importés en Hongrie dont il n'est pas fait mention à l'annexe II sont supprimés à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
3. Les droits de douane applicables aux produits originaires de Turquie importés en Hongrie dont il est fait mention à l'annexe II sont réduits conformément au calendrier prévu à ladite annexe.
4. Les droits de douane applicables aux produits originaires de Hongrie importés en Turquie qui ne figurent pas à l'annexe III sont supprimés à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
5. Les droits de douane applicables aux produits originaires de Hongrie importés en Turquie qui figurent à l'annexe III sont réduits conformément au calendrier prévu à ladite annexe.

Article 5

Droits de douane à caractère fiscal

Les dispositions de l'article 4 sont également applicables aux droits de douane à caractère fiscal.

Article 6

Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent, restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle taxe ayant un effet équivalent à un droit de douane à l'exportation n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Les Parties suppriment progressivement, d'ici à la fin de la cinquième année après l'entrée en vigueur du présent accord au plus tard, tous les droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent ainsi que toutes restrictions quantitatives à l'exportation et toutes mesures d'effet équivalent applicables entre elles, à l'exception de celles requises pour l'accomplissement d'obligations internationales.

Article 7

Restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite, ni aucune restriction existante renforcée, dans les échanges entre les Parties à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
2. Les mesures quantitatives et les mesures d'effet équivalent applicables aux produits importés en Turquie sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.
3. Les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent applicables aux produits importés en Hongrie originaires de Turquie autres que ceux figurant à l'annexe IV sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord. Pour les produits énumérés à ladite annexe, les restrictions quantitatives et taxes d'effet équivalent sont progressivement supprimées d'ici au 31 décembre 2000 au plus tard.
4. À compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Hongrie supprime les plafonds à l'importation en vigueur pour les produits originaires de Turquie figurant à l'annexe V, aux conditions indiquées à ladite annexe.
5. Aux fins du présent accord, l'expression "restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent" s'entend d'interdictions ou de restrictions visant les importations ou les exportations de produits originaires de Hongrie en Turquie, ou vice versa, rendues effectives au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'autres mesures et prescriptions administratives faisant obstacle au commerce.

Article 8

Commerce des produits textiles

Le Protocole A énonce les dispositions applicables aux produits textiles qu'il vise.

Article 9

Commerce des produits relevant du Traité de la CECA

Le Protocole B énonce les dispositions applicables aux produits du charbon, du fer et de l'acier qu'il vise.

CHAPITRE II

Produits agricoles, produits agricoles transformés et produits de la pêche

Article 10

Champ d'application

1. Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux produits agricoles, aux produits agricoles transformés et aux produits de la pêche originaires des Parties.
2. Le terme "produits agricoles" recouvre, aux fins du présent accord, les produits relevant des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des produits ainsi que les produits figurant à l'annexe I.

Article 11

Échange de concessions

1. Les Parties se déclarent prêtes à promouvoir, pour autant que leurs politiques agricoles le permettent, le développement harmonieux des échanges des produits agricoles et d'examiner périodiquement cette question au sein du Comité mixte.
2. Aux fins de cet objectif, le Protocole C, qui prévoit des mesures visant à faciliter le commerce des produits agricoles, a été conclu entre les Parties.

Article 12

Mesures sanitaires et phytosanitaires

Les Parties n'appliquent pas leurs règlements dans les domaines vétérinaire, phytosanitaire et sanitaire de façon à exercer une discrimination arbitraire ou injustifiée ou à imposer des restrictions déguisées à leurs échanges mutuels.

CHAPITRE III

Dispositions communes

Article 13

Impositions intérieures

1. Les Parties s'abstiennent d'appliquer sur le plan intérieur toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires de Turquie et les produits similaires originaires de Hongrie.
2. Les produits exportés vers l'une des Parties ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure au montant des impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 14

Relations commerciales régies par d'autres accords

1. Le présent accord ne fait pas obstacle au maintien ou à l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou de régimes de trafic frontalier, dans la mesure où ceux-ci n'ont pas pour effet de modifier le régime des échanges commerciaux prévu par le présent accord et en particulier ses dispositions relatives aux règles d'origine.
2. Des consultations entre les Parties concernant des accords instituant de telles unions douanières ou zones de libre-échange auront lieu sur demande au sein du Comité mixte.

Article 15

Ajustement structurel

1. Des mesures exceptionnelles d'une durée limitée dérogeant aux dispositions de l'article 4 peuvent être prises par toute Partie sous forme d'un relèvement des droits de douane.
2. Ces mesures ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.
3. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures dans la Partie concernée aux importations de produits originaires de l'autre Partie ne peuvent pas dépasser 25 pour cent *ad valorem* et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires des Parties. La valeur totale des importations des produits assujettis à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des importations de produits industriels en provenance de l'autre Partie tels qu'ils sont définis à l'article 2, pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles.
4. Ces mesures s'appliquent pendant une période qui ne peut pas dépasser cinq ans, à moins que le Comité mixte n'autorise un délai plus long. Elles cessent de s'appliquer au plus tard à l'expiration de la période de transition.

5. Aucune mesure de cette nature ne peut être introduite à l'égard d'un produit si plus de trois ans se sont écoulés depuis l'élimination de tous les droits, restrictions quantitatives, taxes ou mesures d'effet équivalent intéressant ce produit.

6. Les Parties informent le Comité mixte de toute mesure exceptionnelle qu'elles envisagent de prendre et, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte au sujet desdites mesures et des secteurs visés, avant que ces mesures ne soient appliquées. Lorsqu'elles prennent des mesures de cette nature, les Parties communiquent au Comité mixte un calendrier pour l'élimination des droits de douane introduits en application du présent article. Ce calendrier prévoit l'élimination progressive des droits à des taux annuels constants à partir d'une date se situant au plus tard deux ans après leur introduction. Le Comité mixte peut fixer un calendrier différent.

Article 16

Dumping

Si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI du GATT dans les relations commerciales régies par le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à l'article VI du GATT et aux accords connexes, aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 20.

Article 17

Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers

Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents sur le territoire de l'État importateur Partie au présent accord, ou
- b) de graves perturbations dans un secteur quelconque de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

l'État Partie concerné peut prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 20.

Article 18

Réexportation et pénurie graves

Lorsque l'application des dispositions de l'article 6 donne lieu:

- i) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la Partie exportatrice maintient pour le produit en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation, ou des mesures ou taxes d'effet équivalent, ou

- ii) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie,

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie exportatrice, celle-ci peut prendre des mesures appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues à l'article 20.

Article 19

Monopoles d'État

1. Les Parties ajustent progressivement tous les monopoles d'État à caractère commercial de manière à garantir que, à la fin de l'année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, il n'existe plus de discrimination en ce qui concerne les conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises entre les ressortissants des deux Parties.

2. Le Comité mixte est informé des mesures adoptées pour mettre en œuvre cet objectif.

Article 20

Procédures d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer les procédures d'application des mesures de sauvegarde énoncées dans le présent article, les Parties s'efforcent de résoudre les différends qui les opposent par des consultations directes et la Partie qui entend engager les procédures en informe l'autre Partie.

2. Dans les situations visées aux articles 15, 16, 17 et 18, une Partie qui envisage d'avoir recours à des mesures de sauvegarde doit rapidement notifier son intention au Comité mixte. La Partie concernée doit communiquer à celui-ci tous les renseignements pertinents et lui fournir l'aide nécessaire pour examiner la situation. Des consultations entre les Parties ont lieu sans délai au sein du Comité mixte en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

3. Si, un mois à compter de la date à laquelle le Comité a été saisi de l'affaire, la Partie en cause ne met pas fin à la pratique contestée ou aux difficultés notifiées et en l'absence d'une décision du Comité mixte sur la question, la Partie concernée peut adopter les mesures de sauvegarde qu'elle estime nécessaires pour remédier à la situation.

4. Les mesures de sauvegarde qui sont prises sont notifiées immédiatement au Comité mixte. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué leur application et ne vont pas au-delà du dommage causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord.

5. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité mixte en vue de leur assouplissement ou de leur suppression, lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

6. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie concernée peut, dans les situations visées aux articles 15, 16, 17, 18, 24 et 25, appliquer immédiatement les mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la

situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les Parties ont lieu dès que possible au sein du Comité mixte.

Article 21

Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le Protocole D du présent accord définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative en la matière.
2. Les Parties adoptent les mesures appropriées, y compris des arrangements de coopération administrative, pour garantir l'application efficace et harmonieuse des dispositions des articles 2, 4, 5, 6 et 7 et du Protocole D du présent accord, en tenant compte de la nécessité de réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges, et de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.

Article 22

Raisons non économiques justifiant des restrictions

Le présent accord n'empêche pas les prohibitions ou les restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, à l'ordre ou à la sécurité publiques, à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement, à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, à la protection de la propriété intellectuelle ou à la mise en oeuvre des règles concernant l'or ou l'argent. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties.

Article 23

Paiements

Les Parties s'engagent à autoriser, en monnaies librement convertibles, tous les paiements courants pour autant que les transactions auxquelles ils se rapportent intéressent la circulation des marchandises.

Article 24

Règles de concurrence entre entreprises, aides publiques

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre les Parties:
 - a) tous les accords entre entreprises, les décisions prises par des associations d'entreprises et les pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;

- b) l'exploitation abusive, par une ou plusieurs entreprises, d'une position dominante sur l'ensemble ou une partie substantielle des territoires des Parties;
- c) toute aide publique qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises.

2. Chaque Partie garantit la transparence dans le domaine des aides publiques, entre autres en communiquant chaque année à l'autre Partie le montant total et la répartition des aides accordées et en lui fournissant des informations sur les programmes d'aide. Sur la demande d'une Partie, l'autre Partie fournit des renseignements sur des cas particuliers d'aide publique.

3. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions du premier paragraphe du présent article, et:

- a) n'est pas correctement traitée dans le cadre des accords visés au paragraphe 4 des points convenus; ou
- b) en l'absence de telles règles, si cette pratique cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de l'autre Partie ou un dommage important à sa branche de production nationale, y compris son industrie des services, elle peut prendre les mesures appropriées après consultation au sein du Comité mixte ou 30 jours ouvrables après que le Conseil a été saisi de la demande de consultation.

Dans le cas de pratiques incompatibles avec le paragraphe 1 c) du présent article, de telles mesures appropriées ne peuvent, lorsque l'Accord de l'OMC/le GATT de 1994 est applicable, être adoptées que dans le respect des procédures et des conditions prévues par ledit accord ainsi que par tout autre instrument négocié dans le cadre de cet accord et applicable entre les Parties.

4. Nonobstant les dispositions contraires adoptées conformément au paragraphe 4 des points convenus, les Parties procèdent à des échanges d'information en tenant compte des limites imposées par le secret professionnel et le secret d'affaires.

Article 25

Difficultés de balance des paiements

Lorsque l'une des Parties éprouve de graves difficultés de balance des paiements ou se trouve face à une menace à cet égard, la Partie concernée peut, dans les conditions établies dans le cadre du GATT et à l'article VIII des statuts du Fonds monétaire international, adopter pour une durée limitée des mesures restrictives qui ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. La Partie concernée informe sans délai l'autre Partie et lui soumet le plus rapidement possible un calendrier en vue de la suppression de ces mesures.

Article 26

Protection de la propriété intellectuelle

1. Afin de garantir le bon fonctionnement du présent accord conformément à ses objectifs et d'éviter une distorsion des échanges, les Parties prennent des mesures en vue d'accorder et d'assurer une protection adéquate et efficace des droits de propriété intellectuelle.

2. Les Parties prennent toutes les mesures propres à protéger ces droits contre toute atteinte, et en particulier la contrefaçon et le piratage.
3. Conformément aux obligations découlant de la législation et des accords internationaux en matière de droits de la propriété intellectuelle, une Partie ne soumet pas les ressortissants de l'autre Partie à un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux ressortissants d'un autre État.
4. Le Comité mixte suit la question du respect des droits de propriété intellectuelle. À la demande de l'une des Parties au présent accord, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte sur tous sujets en rapport avec les droits de propriété intellectuelle.

Article 27

Marchés publics

1. Les Parties estiment souhaitable la libéralisation de leurs marchés publics sur une base de non-discrimination et de réciprocité.
2. À compter de l'entrée en vigueur du présent accord, chacune des Parties accorde aux entreprises de l'autre Partie un traitement en matière de procédures d'attribution des marchés publics non moins favorable que celui qu'elle accorde aux sociétés d'un autre pays.
3. Le Comité mixte, agissant en conformité avec les articles 28 et 29, examine périodiquement les modalités pratiques d'application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus. Le Comité mixte fixe le champ d'application, le calendrier et les règles nécessaires dès que possible en tenant compte des solutions convenues dans le cadre de l'OMC/du GATT de 1994.

Article 28

Institution du Comité mixte

1. Un Comité mixte est institué au sein duquel chaque Partie est représentée. Le Comité mixte est responsable de l'administration du présent accord et en assure la bonne mise en œuvre.
2. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, les Parties procèdent à des échanges d'information et, à la demande de l'une ou de l'autre d'entre elles, elles tiennent des consultations au sein du Comité mixte. Celui-ci étudie en permanence la possibilité de poursuivre l'élimination des obstacles aux échanges entre les Parties.
3. Le Comité mixte peut, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 29, prendre des décisions dans les cas prévus par le présent accord. Pour ce qui est des autres questions, le Comité mixte peut formuler des recommandations.

Article 29

Procédures du Comité mixte

1. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, le Comité mixte se réunit au niveau approprié chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Chacune des Parties peut demander sa convocation.

2. Le Comité mixte prend ses décisions d'un commun accord.
3. Si un représentant au sein du Comité mixte de l'une des Parties a accepté une décision sous réserve de l'accomplissement des formalités constitutionnelles, la décision entre en vigueur, si elle ne fait pas elle-même mention d'une date ultérieure, le jour où la levée de la réserve est notifiée.
4. Le Comité mixte établit son règlement intérieur qui contient notamment des dispositions relatives à la convocation de ses réunions, à la désignation de son président et au mandat de ce dernier.
5. Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 30

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations sur le plan international ou de mettre en oeuvre des politiques nationales:
 - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destiné directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées; ou
 - ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement nucléaire ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
 - iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale constituant une menace de guerre.

Article 31

Exécution des obligations

1. Les Parties prennent toutes les mesures qui sont nécessaires pour garantir la réalisation des objectifs énoncés dans le présent accord et l'exécution des obligations qui en résultent.
2. Si une Partie estime que l'autre Partie a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu du présent accord, la Partie concernée peut prendre les mesures appropriées suivant les conditions et la procédure prévues à l'article 20.

Article 32

Clause évolutive

Lorsqu'une Partie estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties, de développer les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre Partie une demande motivée. Les Parties peuvent confier au Comité mixte le soin d'examiner cette demande et de leur adresser des recommandations, s'il y a lieu, notamment en vue d'engager des négociations.

Article 33

Modifications

Les modifications du présent accord autres que celles visées au paragraphe 3 de l'article 20 qui sont approuvées par le Comité mixte sont soumises aux Parties pour acceptation et entrent en vigueur une fois qu'elles ont été acceptées par les deux Parties.

Article 34

Annexes et Protocoles

Les annexes I à V et les Protocoles A, B, C, D du présent accord en font partie intégrante. Le Comité mixte peut décider de modifier ces annexes et Protocoles.

Article 35

Application territoriale

Le présent accord s'applique sur les territoires des Parties.

Article 36

Dénonciation

Chacune des Parties peut dénoncer le présent accord par notification écrite adressée à l'autre Partie. Le présent accord cesse de s'appliquer six mois après la date de cette notification.

Article 37

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les Parties se sont notifiées l'accomplissement des procédures requises pour la ratification.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Budapest, ce huitième jour de janvier mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, en deux exemplaires rédigés en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République de Turquie

Pour la République de Hongrie

Points convenus

1. Au cas où l'une des Parties conviendrait avec l'Union européenne d'accélérer la réduction des droits de douane ou la suppression des restrictions quantitatives, les deux Parties procèdent à des consultations au sujet des modalités et conditions d'extension de cette libéralisation à l'autre Partie ainsi que des modifications de leurs calendriers de réduction pour les produits sensibles.

2. Chacune des Parties met en œuvre toutes mesures prévues à l'article 15 du présent accord pour autant qu'elle les applique aux importations en provenance de l'Union européenne.

3. Les Parties conviennent que, si après la date d'entrée en vigueur du présent accord les dispositions des règles d'origine de l'Accord européen conclu à Bruxelles le 16 décembre 1991 entre les Communautés européennes et leurs États membres d'une part et la République de Hongrie d'autre part font l'objet de modifications, les dispositions du Protocole D du présent accord sont modifiées en conséquence.

Les Parties incluent dans un échange de lettres les dispositions et la date d'entrée en vigueur du Protocole D modifié du présent accord, lesquelles sont identiques aux dispositions modifiées et à la date d'entrée en vigueur prévues par l'Accord européen mentionné ci-dessus.

Les dispositions du Protocole D concernant la Pologne, la République tchèque et la République Slovaque seront applicables après conclusion d'accords de libre-échange entre la Turquie et ces pays et d'un échange de lettres entre la Hongrie et la Turquie relatif à la mise en œuvre desdits accords.

4. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 24 du présent accord, les Parties prennent des mesures conformément aux procédures et dans les conditions prévues dans les accords qu'ils ont respectivement conclus avec les Communautés européennes. En cas de modification de ces procédures et/ou conditions, ces modifications sont applicables entre les parties.

5. Aux fins de l'application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole B du présent accord, le Comité mixte décide d'adopter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre des paragraphes 1 et 2 sur la base de dispositions établies par le Conseil d'association de l'Accord européen conclu entre les Communautés européennes et leurs États membres d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, le 16 décembre 1991 à Bruxelles.
